

Questions orales

qu'ils sont dans l'intérêt du pays et vont nous aider à relancer l'économie.

Des voix: Bravo!

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, la politique gouvernementale des taux d'intérêt élevés est néfaste aux exportateurs canadiens, car ils doivent payer plus cher pour moderniser leurs installations et soutenir la concurrence. Le dollar artificiellement élevé que le gouvernement a créé est beaucoup plus onéreux pour nos exportateurs canadiens que les taux d'intérêt américains, qui constituaient un fardeau que l'accord de libre-échange était censé supprimer.

Examinons les résultats de la politique économique présumée cohérente des cinq dernières années et demie. Lorsque le gouvernement a accédé au pouvoir il y a cinq ans et demi, le Canada affichait un excédent au compte courant de 3,1 milliards avec les autres pays. Aujourd'hui nous avons un déficit record de 20 milliards. Quand le gouvernement comprendra-t-il que ses taux d'intérêt élevés ont réduit les producteurs canadiens à l'impuissance, qu'ils ralentissent nos exportations et nous font perdre des emplois?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député a oublié de mentionner que si le compte courant accuse actuellement un déficit, c'est entre autres parce que les sociétés investissent étant donné qu'elles ont confiance dans l'avenir. Lorsqu'elles investissent dans l'avenir, elles achètent à l'étranger un grand nombre de leurs machines et de leur matériel. C'est une des principales raisons pour lesquelles le déficit de notre compte courant augmente depuis quelques années. C'est parce que les investissements au Canada ont atteint un niveau record, ce qui témoigne de la confiance des gens dans l'avenir du pays et dans la politique du gouvernement.

Je comprends certaines des préoccupations que le député a mentionnées à propos des taux d'intérêt élevés et de la valeur du dollar canadien. Je reconnais l'impact qu'elles peuvent avoir sur les Canadiens, mais je lui demande de réfléchir à ce qui se passerait si nous allions dans le sens contraire.

Si nous laissons les taux d'intérêt baisser artificiellement, déclenchant ainsi l'inflation due à la surchauffe de l'économie quel taux va-t-elle atteindre au Canada? Qu'arrivera-t-il à la stabilité et à la compétitivité des gens qu'il prétend représenter? Ceux-ci ne s'en remettront jamais et nous aurons des taux d'intérêt élevés en permanence. C'est ce qui s'est produit dans les années

1970 et au début des années 1980, lorsque le pays a connu sa pire récession depuis la crise des années 1930, et c'est ce que nous voulons éviter.

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, nos producteurs, qui doivent payer des taux d'intérêt supérieurs à 14 p. 100, ne peuvent soutenir la concurrence des fabricants japonais, qui ne sont assujettis qu'à des taux inférieurs à 5 p. 100.

Ma deuxième question porte sur notre second déficit, le déficit budgétaire. En haussant les taux d'intérêt au Canada l'an dernier, le gouvernement a provoqué une augmentation de 6 milliards de dollars de la dette nationale en un an seulement. Ce double déficit, je veux dire, une dette nationale record et un déficit du compte courant, sans précédent, résultent directement de la mauvaise gestion que le gouvernement a faite de notre économie.

Quand le gouvernement cessera-t-il de sacrifier l'avenir économique du pays à sa politique de resserrement du crédit?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je ne sais pas qui le député tente d'impressionner, mais ce n'est sûrement pas les investisseurs étrangers. S'il était à ma place et qu'il tienne les mêmes propos que maintenant, il est à peu près certain que le dollar tomberait en chute libre et que les taux d'intérêt monteraient encore plus haut. C'est ce que nous cherchons à éviter.

Le député a soulevé la question des déficits. Je rappelle au député que le compte de fonctionnement du gouvernement, c'est-à-dire ses recettes moins ses dépenses, était déficitaire lorsque nous sommes arrivés au pouvoir en 1984. En d'autres termes, le gouvernement dépensait 16 milliards de dollars de plus qu'il ne recueillait en recettes. C'est maintenant l'inverse: nous avons un excédent de 9 milliards de dollars. Si nous faisons des progrès, c'est que nous avons maîtrisé nos dépenses.

Le député et son parti ont-ils proposé des réductions des dépenses depuis cinq ans et demi? Que je me souviene, aucune.

[Français]

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, j'ai aussi une question à poser au ministre des Finances.

La Banque du Canada vient d'augmenter le taux d'intérêt à 13,32 p. 100, ce qui représente une hausse de 53 points de base, monsieur le Président. C'est incroyable!